

VII.
1937.

ORDRE EN CONSEIL

Ratifiant un Projet de Loi intitulé

**Loi transférant aux États de l'Ile de Guernesey
les Droits et Intérêts d'autrui par rapport à
certains Territoires situés dans le voisinage du
Mont Varouf en la paroisse de Saint Sauveur
en l'Ile de Guernesey.**

(Enregistré sur les Records de l'Ile de Guernesey le
10 novembre 1937.)



IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR LA
GUERNSEY "STAR" AND "GAZETTE" LTD.,
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE,
RUE DU BORDAGE.

1937.

ORDRE EN CONSEIL.



A LA COUR ROYALE DE L'ILE DE GUERNSEY

Le dix novembre mil neuf cent trente-sept, par devant Victor Gosselin Carey, écuyer, Baillif; présents: Jean Allés Simon, Osmond Priaulx Gallienne, Arthur Dorey, Ernest de Garis, Jean Nicolas Robin, Cyril de Putron et John Leale, écuyers, Jurés.

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du vingt-deux Octobre mil neuf cent trente-sept ratifiant un Projet de Loi intitulé "Loi transférant aux Etats de l'Ile de Guernesey les Droits et Intérêts d'autrui par rapport à certains Territoires situés dans le voisinage du Mont Varouf en la paroisse de Saint Sauveur en l'Ile de Guernesey".—La Cour, après avoir eu lecture du dit Ordre, ouïes les conclusions des Officiers du Roi, a ordonné que le dit Ordre en Conseil sera enregistré sur les Records de cette Ile, duquel Ordre la teneur suit :—

At the Court at Buckingham Palace,

The 22nd day of October, 1937.

Present,

The King's Most Excellent Majesty

LORD PRESIDENT
VISCOUNT GOSCHEN
MR. SECRETARY MACDONALD
SIR RONALD GRAHAM.

Whereas there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 30th day of July, 1937, in the words following, viz. :—

LE 10 NOVEMBRE 1937.

“Your Majesty having been pleased by Your General Order of Reference of the 18th day of December, 1936, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—

‘1 That pursuant to resolutions of the States of Deliberation dated the 21st May, 1937, the Royal Court on the 12th day of June, 1937, adopted a Bill or *Projet de Loi* intituled “*Loi transférant aux Etats de l’Ile de Guernesey les Droits et Intérêts d’autrui par rapport à certains Territoires situés dans le voisinage du Mont Varouf en la paroisse de Saint Sauveur en l’Ile de Guernesey,*” and requested the Bailiff to submit the same to the States for their approval : 2. That on the 30th day of June, 1937, the said Bill or *Projet de Loi* was duly considered by the States, when a resolution was passed approving the same with certain modifications and authorizing the Bailiff to present a most humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Royal Sanction thereto : 3. That the said Bill or *Projet de Roi* is in the words and figures set forth in the Schedule hereunto annexed. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi* of the States of Guernsey intituled “*Loi transférant aux Etats de l’Ile de Guernesey les Droits et Intérêts d’autrui par rapport à certains Territoires situés dans le voisinage du Mont Varouf en la paroisse de Saint Sauveur en l’Ile de Guernesey,*” and to order and direct that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.’

“The Lords of the Committee, in obedience to Your Majesty’s said Order of Reference, have taken the said Petition and the said *Projet de Loi* into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your

Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*."

His Majesty having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

AND the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

M. P. A. HANKEY

PROJET DE LOI referred to in the foregoing Order.

PROJET DE LOI

INTITULÉ

LOI TRANSFÉRANT AUX ÉTATS DE L'ÎLE
DE GUERNESEY LES DROITS ET
INTÉRÊTS D'AUTRUI PAR RAPPORT
À CERTAINS TERRITOIRES SITUÉS
DANS LE VOISINAGE DU MONT VAROUF
EN LA PAROISSE DE SAINT SAUVEUR
EN L'ÎLE DE GUERNESEY.

VU les Délibérations des Etats en date du 21 mai
1937 :

LES ETATS ont approuvé les dispositions
suivantes lesquelles, moyennant la sanction de Sa
Très Excellente Majesté en Conseil, auront force de
Loi en cette Ile.

1.—(a) Tout droit et intérêt quelconque, soit
immobilier, soit mobilier, soit en fin d'héritage, à
vie ou vies ou pour toute autre période,—à l'excep-
tion de tout droit féodal, tout droit par rapport à
une rente, rente hypothèque ou autre droit hypothé-
caire,—appartenant à qui que ce soit dans et par
rapport aux Territoires situés dans le voisinage du
Mont Varouf en la paroisse de Saint Sauveur en cette

Ile et qui sont dépeints en teint rose entouré par une ligne noire sur un plan marqué " A " dont l'original signé par Monsieur le Baillif en date du 30 juin 1937, est déposé au Greffe, et à leurs issues et entrées, fossés, reliefs, et murailles en formant partie y inclus toute servitude (autre qu'une servitude relative : (a) à l'écoulement des eaux naturelles et (b) au soutien naturel du sol) dont aucune partie des dits territoires peut être grevée comme fonds servant et tout droit d'usufruit, d'habitation, d'occupation, d'usage et de profit à prendre auquel aucune partie des dits Territoires peut être affectée, comme aussi toute servitude dont aucune partie des dits Territoires peut profiter comme fonds dominant, sera censé être transféré et appartenir aux Etats de l'Ile de Guernesey (et ce en fin et perpétuité d'héritage en ce qui concerne tout droit immobilier) avec droit aux dits Etats d'entrer en jouissance libre des dits Territoires, ainsi qu'il suit, savoir :—

- (i) le 31 décembre, 1937, quant aux parties des susdits Territoires qui sont dépeintes en teint bleu sur un plan marqué " B " dont l'original signé par Monsieur le Baillif en date du 30 juin, 1937 est déposé au Greffe ; et
- (ii) le 31 décembre, 1938, quant aux parties des susdits Territoires qui sont dépeintes en teint jaune sur le dit plan marqué " B ".

Et est celle des susdites dates qui sera applicable aux susdites parties respectivement des susdits Territoires ci-après dans cette Loi désignée " le jour de transfert."

(b) Dans les cas où nul droit à un fossé ou mur ou partie d'icelui à l'extrémité extérieure d'aucun des susdits Territoires n'appartient pas au propriétaire de la propriété y contigue située en dehors des dits Territoires ou qu'il ne peut pas être constaté à qui tel fossé ou mur appartient, tel fossé ou mur ou partie d'icelui sera censé former partie de la propriété y contigue comprise dans les dits Territoires.

(c) Dans les cas où un tel fossé ou mur ou partie d'icelui est mitoyen entre le propriétaire d'une propriété formant partie des dits Territoires et le propriétaire d'une propriété située en dehors des dits Territoires, tel fossé ou mur ou partie d'icelui continuera d'être mitoyen entre les Etats et le propriétaire dernièrement mentionné.

(d) Dans les cas où la propriété en dehors de et contigue à un tel fossé ou mur ou partie d'icelui appartient à un propriétaire qui est aussi propriétaire de la propriété y contigue formant partie des dits Territoires, tel fossé ou mur ou partie d'icelui, s'il ne sert pas à la date de l'enregistrement de cette présente loi comme soutien à aucun édifice érigé en dehors des dits Territoires, sera censé former partie de la propriété y contigue comprise dans les dits Territoires à moins qu'il ne soit déclaré devoir être mitoyen dans le rapport du "Board of Valuers" constitué aux fins de la Cédule à cette Loi. S'il est ainsi déclaré dans tel rapport, tel fossé ou mur sera mitoyen entre les Etats et le propriétaire de la propriété y contigue située en dehors des dits Territoires.

2.—A partir du jour de transfert inclusivement nul des susdits droits et intérêts qui sont mentionnés dans l'Article précédant et qui n'y est pas expressément excepté de l'opération de tel Article, ne sera plus sujet à aucune demande, réclamation, charge, hypothèque ou garantie quelconque y ayant rapport ou qui le grève avant le commencement du jour de transfert par ou en faveur de qui que ce soit, mais tiendra lieu et place de chacun de tels droits et intérêts vis-à-vis de toute demande, réclamation, charge, hypothèque ou garantie y ayant rapport ou qui le grève avant le commencement du jour de transfert l'indemnité y attribuable ou attribuée—soit que telle indemnité soit exprimée en rente ou en argent—aux fins de la Cédule à cette Loi.

3.—Cas avenant que les Etats, après avoir amorti aucune de telles indemnités qui sont exprimées en rente, sont suivis comme affieffeurs dans aucune saisie à cause de l'amortissement par eux fait de telle indemnité et que les Etats se décident de ne pas se faire tenant de telle saisie, les Etats auront la faculté, au lieu de renoncer à leur affieffement, de faire bon à celui qui se fait tenant de telle saisie le prix porté dans le contrat d'amortissement de telle indemnité ou telle moindre somme qui suffira pour le paiement au tenant de telle saisie du montant de ses demandes, frais et débours non couverts par la valeur des héritages de la saisie dont il s'est fait tenant.

4.—Cas avenant que les Etats, après avoir amorti aucune de telles indemnités qui sont exprimées en rente, sont suivis pour une demande en usufruit, douaire ou jouissance quelconque affectant telle indemnité, les Etats pourront satisfaire à telle demande en s'obligeant envers le réclamant à faire pendant la durée de tel usufruit, douaire ou jouissance, un paiement annuel qui en représenterait la valeur annuelle à l'époque de tel amortissement.

5.—Nulle action en retrait lignager ne sera recevable en ce qui concerne le transfert d'aucun droit ou intérêt immobilier effectué par les dispositions de l'Article 1 de cette Loi.

6.—Les dispositions et autres matières auxquelles référence est faite dans la première Partie de la Cédule à cette Loi ainsi que modifiées dans le sens indiqué dans la Deuxième Partie de telle Cédule, lesquelles dispositions et matières ainsi modifiées seront censées former partie intégrale de cette Loi, seront applicables aux droits et intérêts dont le transfert est effectué par les dispositions de l'Article 1 de cette Loi.

7.—La Cour Royale pourra passer telles Ordonnances qu'elle jugera nécessaires pour porter à exécution les dispositions de cette présente Loi.

8.—Cette Loi pourra être citée comme "Acquisi-

tion of Land (St. Saviour Reservoir Area) Law, 1937 ”.

CÉDULE.

PREMIÈRE PARTIE.

The provisions of the First Schedule to the Acquisition of Land (Villiaze) Law, 1937, together with the Forms and Table of Costs annexed to that Schedule.

DEUXIÈME PARTIE.

Modifications for the purposes of the Law to which this Schedule is annexed of the provisions of the Schedule, Forms and Table of Costs, referred to in Part I hereof.

(A) In Paragraph 1, the words “ Acquisition of Land (St. Saviour Reservoir Area) Law, 1937 ” shall be substituted for the words “ Law to which this Schedule is attached ”.

(3) In Paragraph 4, the following sub-paragraph shall be substituted for sub-paragraph (c) :—

“ (c) The original and substitute members elected by the Parochial Douzaine of the Parish of Saint Saviour (hereinafter referred to as ‘ non-voting members ’) when serving on the Board shall not be entitled to vote in relation to any decision of the Board as to the value of any of the rights and interests to be valued or as to the amount of any award falling to be made by the Board but shall be entitled and shall be under the duty throughout the proceedings of the Board to make representations to and to advise the other members of the Board, hereinafter referred to as ‘ voting members ’, in relation to any matter whatsoever concerning the subject matter of such proceedings and shall, in all respects

save as aforesaid, be deemed to be full members of the Board,”

and the following sub-paragraph shall be substituted for sub-paragraph (h) :—

“(h) The Board shall proceed to business, as regards the area depicted in blue on Plan ‘ B ’ referred to in Section 1 of the Law, not later than the 30th day of September 1937 and, as regards the area depicted in yellow on that Plan, not later than the 30th day of September 1938.”

(C) In sub-paragraph (a) of

Paragraph 8, the words “to which this Schedule is attached” shall be deleted, and the following words shall be added at the end of sub-paragraph (b) of that Paragraph :—

“and H. M. Sheriff shall from time to time, as may be requisite, procure from the States Supervisor particulars of such corrections in such Cadastre as relate to the properties with regard to which the valuations and awards of the Board still remain to be determined.”

(D) Paragraph 14 shall be deleted and the following Paragraph shall be substituted for that Paragraph :—

14.—Every valuation and award of the Board in relation to any property depicted in blue on the plan marked ‘ B ’ referred to in Section 1 of the Law shall be made upon the basis that the States enter into vacant possession of that property as on the 31st day of December, 1937, and every valuation and award of the Board in relation to any property depicted in yellow on the said plan shall be made upon the basis that the States enter into vacant possession of that property as on the 31st day of December, 1938.

(E) In Paragraph 15, the words and figures "21st day of May, 1937" shall be substituted for the words and figures "14th day of October, 1936".

(F) In paragraph 16, there shall be inserted, after the word "Board" in the first line thereof, the following words :—

"in relation to the area depicted in blue on the said Plan 'B' and a separate report of the proceedings of the Board in relation to the area depicted in yellow on that Plan (each of such reports being hereinafter severally referred to as 'the report')."

(G) In sub-Clause (a) of clause (ii) of sub-paragraph (a) of Paragraph 23, the words "as on and from the date on which, under the provisions of the Law, the States become entitled to enter into vacant possession of the property, such date being hereinafter in this Schedule referred to as 'date of vacant possession'" shall be substituted for all the words which follow the word "accrue".

(H) In clause (ii) of sub-paragraph (b) of Paragraph 23, the words "date of vacant possession, during which such tenant, but for the transfer of his rights and interests" shall be substituted for the words and figures "15th day of February, 1937, during which such tenant, but for the transfer".

(I) Clauses (iii) and (iv) of sub-paragraph (b) of Paragraph 23 shall be deleted and the following Clauses shall be substituted therefor :—

"(iii) The awards contained in the report of the Board in respect of any of the heads (a) to (h) inclusive of clause (i) of sub-paragraph (b) of this Paragraph in respect of which no notice of appeal is notified shall

be payable in sterling at the States Office at the expiration of the ten days next following the date of the registration of the report containing such awards or next following the date of vacant possession of the properties to which the awards relate, whichever of those dates is the later and, in the case of any of such awards as is appealed against, at the expiration of the ten days next following the date of the abandonment or determination of such appeal or next following the date of vacant possession of the properties to which the awards relate, whichever of those dates is the later.

- (iv) Interest at the rate of three per centum per annum on the amount of each of the awards referred to in the last preceding clause or on such award as is substituted therefor in appeal to the date of the payment thereof inclusively, such interest commencing to accrue on the date of vacant possession of the property in relation to which such award is made, shall be payable by the States together with the amount of the award."

(J) In the Table of Costs : the expression "report" shall apply to each of the reports of the Board, but the fee payable to the President of the Board in respect of the preparation of each report shall be £3 only :

(K) In "Form A" and "Form B", the words "Reservoir Area at St. Saviour's" shall be substituted for the words "Aerodrome Site

at La Villiaze", and in "Form A" the words "Acquisition of Land (St. Saviour's Reservoir Area) Law, 1937" shall be substituted for the words "Acquisition of Land (Villiaze) Law, 1937".

(L) In "Form C" the words "St. Saviour Reservoir Area" shall be substituted for the words "La Villiaze Aerodrome Site".

(M) The following additional paragraphs shall be inserted :—

MISCELLANEOUS.

28.—(a) In the event of the death, resignation or permanent incapacity to act of the President or Vice-President of the Board, a new President or Vice-President shall be elected and the provisions of sub-paragraph (d) of Paragraph 4, in so far as the same are applicable, shall apply to such election.

(b) In the event of the death, resignation or permanent incapacity to act of any original member or substitute member of the Board, the Douzaine by whom such original member or substitute member was nominated shall forthwith nominate a new original member or substitute member, as the case may be, and the provisions of Paragraph 2 (as regards the communication to be made by the Dean of that Douzaine to H.M. Sheriff) and of Paragraph 5 (as regards the duty of H.M. Sheriff to present nominees to the Court and the duty of nominees to attend) shall apply in relation to all such new original or substitute members and the provisions of Paragraph 4 (as modified) shall have effect accordingly.

(c) Upon the reconstitution of the Board after the happening of any such event as is mentioned in the preceding sub-paragraphs of this Paragraph, H.M. Sheriff shall publish in "La Gazette Officielle" next appearing after such reconstitution, a notice as nearly in accordance with Form 'A' (as modified) as is appropriate and the item contained in the Table of Costs as regards Form 'A' shall apply to such notice.

29.—In the preparation of notices in accordance with Forms 'A' and 'C' (as modified), words designed to inform proprietors and others whether the proceedings of the Board will relate or the report of the Board does relate to the area (whether depicted in blue or in yellow on the said plan 'B') of which the property with which they are concerned forms part, shall be inserted.

30.—The Board is empowered to require the production of title deeds (including leases) and to retain the same for such period as, in the opinion of the Board, is necessary for the verification of title.

31.—Upon the registration of the report of the Board, the title deeds relating to the various rights and interests transferred to the States under the provisions of the Law as have reference only to such rights and interests shall belong to and be delivered to the States: title deeds relating to such rights and interests as also have reference to rights and interests not so transferred shall not so belong but shall be delivered to the States for the purpose of the preparation

at the cost of the States of authenticated copies, after which such title deeds shall be returned to the persons by whom they were delivered."

QUERTIER LE PELLEY,
Greffier du Roi.